



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE  
EN NOUVELLE-CALÉDONIE**

Poindimié, le 19 août 2016

**SUBDIVISION  
ADMINISTRATIVE NORD**

Antenne de POINDIMIÉ

Affaire suivi par :

Johanna ZONGO

AMPLIATIONS

Haut-Commissariat.....	1
Secrétariat Général.....	1
Com Gendarmerie.....	1
Bureau de presse.....	1
Sécurité Civile.....	1
Mairie.....	1
Gendarmerie.....	2
Province Nord.....	1
SAN.....	1

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**

**N° HC/SAN/41/2016**

**annule et remplace l'arrêté**

**N° HC/SAN/38/2016**

**Commune de KOUAOUA**

**LE COMMISSAIRE DÉLÉGUÉ DE LA RÉPUBLIQUE POUR LA PROVINCE NORD**

- VU la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;
- VU le code pénal, et notamment son article R. 610-5 ;
- VU le code des communes de la Nouvelle-Calédonie, et notamment son article L.131.2 (8) ;
- VU la loi n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;
- VU la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons, modifiée par la délibération n° 89 du 11 juillet 1963 et la délibération n° 172 du 7 août 1969 et par délibération n° 81 du 23 mai 1985 ;
- VU la délibération n° 2014-222/APN du 30 août 2014 de l'Assemblée de la Province Nord relative au régime des boissons dans la Province NORD ;
- VU la délibération du Congrès n° 6 du 21 décembre 1995 relative à la lutte contre les abus d'alcool ;
- VU l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, chargée de l'outre-mer, en date du 27 mars 2013 portant nomination de M. Michel SALLENAVE, Commissaire délégué de la République pour la Province Nord, auprès du Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ;
- VU l'arrêté HC/DIRAG/N° 2016/276 du 20 juin 2016 portant délégation de signature à M. Michel SALLENAVE, Commissaire délégué de la République pour la Province Nord auprès du Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ;
- VU les demandes formulées par M. le Maire de la commune de Kouaoua, en date du 05 août 2016 et du 18 juillet 2016 ;
- VU les avis de M. le Chef d'escadron, Commandant la compagnie de gendarmerie de La Foa, rendu les le 07 août 2016 et le 18 juillet 2016 ;

.../....

Subdivision Administrative du Nord – Antenne de Poindimié

B.P. 06 – 98822 POINDIMIÉ

Accueil général du public du lundi au vendredi de 08h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h00

Téléphone : (687) 42.71.45 – Télécopie : (687) 42.74.32

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : [www.nouvelle-calédonie.pouv.fr](http://www.nouvelle-calédonie.pouv.fr)

Considérant qu'il est constaté, particulièrement le vendredi en fin de journée, le samedi et le dimanche, une recrudescence notamment chez les jeunes, de l'alcoolisme sur la voie publique, à l'origine de bagarres occasionnant des troubles à l'ordre public et à la tranquillité publique ;

Considérant que dans le cadre de l'organisation des différentes manifestations prévues sur la commune de Kouaoua les mois de septembre 2016, d'octobre 2016 et novembre 2016, il convient de prendre, en complément, des mesures conservatoires afin de prévenir tous débordements que pourraient engendrer ces manifestations;

Considérant en particulier la circulation et le rassemblement de personnes par des manifestations de ce genre et de la nécessité de prévenir, par des mesures appropriées, les accidents et les troubles à l'ordre public ;

Considérant que la présence de personnes fortement alcoolisées sur la voie publique est à l'origine de nuisances sonores, particulièrement en période nocturne, qui troublent la tranquillité publique des habitants ;

Considérant que les violences commises sur la voie publique par des personnes fortement alcoolisées sont à l'origine d'ameutements et d'attroupements qui portent atteinte à l'ordre public ; que dans ces circonstances, la détention d'armes dans les lieux publics augmente le risque de violents affrontements, constitue un danger pour la sécurité des personnes et présente une menace caractérisée pour l'ordre public ;

Considérant que la présence de personnes fortement alcoolisées sur la voie publique est à l'origine de nuisances sonores, particulièrement en période nocturne, qui troublent la tranquillité publique des habitants ;

Considérant que les mesures de restriction de la vente d'alcool à emporter et du transport d'armes dans les lieux publics, prises depuis 2011 sur la commune de Kouaoua et régulièrement reconduites, ont contribué à diminuer les troubles à l'ordre public et à la tranquillité publique liés à la surconsommation d'alcool ;

Considérant toutefois qu'à la suite des mesures de restriction de la vente d'alcool et du transport d'armes, en vigueur du 21 mai 2016 au 22 août 2016 sur le territoire de la commune de Kouaoua, la persistance de certains comportements qui portent atteinte à l'ordre public et troublent la tranquillité publique des habitants a été constatée ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures conservatoires pour maintenir l'ordre public en prévenant les troubles liés à la consommation abusive d'alcool ;

Considérant que les risques perdurent particulièrement le vendredi soir, le samedi et le dimanche; que l'essentiel des interpellations pour surconsommation d'alcool est désormais concentré sur ces périodes et qu'en conséquence le dispositif de restriction de la vente d'alcool à emporter et du transport d'armes dans les lieux publics doit être prolongé ;

Considérant qu'il convient à cet effet de prolonger pour une durée de trois mois les mesures de restriction de la vente d'alcool à emporter et de transport d'armes dans les lieux publics afin de poursuivre la répression des comportements qui portent atteinte à l'ordre public sur la voie publique et troublent la tranquillité publique sur le territoire de la commune de Kouaoua.

## ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** La vente et la consommation de boissons alcoolisées ou fermentées - à l'exception des établissements hôteliers ou de restauration détenteurs d'une licence de 2<sup>ème</sup> classe ou de 4<sup>ème</sup> classe (*hôtels et restaurants*) - sont interdits dans les lieux publics, sur tout le territoire de la commune de Kouaoua pour une durée de trois mois (3) à compter du vendredi 26 août 2016 jusqu'au dimanche 27 novembre 2016 inclus comme suit :

- tous les week-ends du samedi à 12H00 (*midi*) au lundi à 06H00 (*matin*) ;
- tous les jours fériés de 00h00 (*matin*) à 24h00 (*minuit*) soit :
  - le samedi 24 septembre 2016 (fête de la citoyenneté)
  - le mardi 1<sup>er</sup> novembre 2016 (la Toussaint)
  - le vendredi 11 novembre 2016 (l'Armistice)
- à l'occasion des différentes manifestations prévues dans la commune soit :
  - du vendredi 26 août 2016 à 06h00 (*matin*) au lundi 29 août 2016 à 06h00 (*matin*) pour la fête des plantes.
  - du vendredi 09 septembre 2016 à 06h00 (*matin*) au lundi 12 septembre 2016 à 06h00 (*matin*) pour la fête communale
  - du vendredi 14 octobre 2016 à 06h00 (*matin*) au mardi 18 octobre 2016 à 06h00 (*matin*) pour le grand marché communal et le tour cycliste prévu le 17 octobre 2016
  - du vendredi 25 novembre 2016 à 06h00 (*matin*) jusqu'au dimanche 27 novembre 2016 à 24h00 (*minuit*) pour la fête de la crevette de rivière.

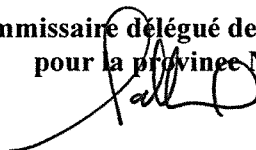
De plus, le port ou le transport d'armes de toutes les catégories sont interdits dans les lieux publics sur tout le territoire de la commune durant ces mêmes périodes.

**ARTICLE 2 :** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le Maire de la commune de Kouaoua, le Commandant de la compagnie de gendarmerie de La Foa ainsi que le Commandant de la brigade de gendarmerie de Kouaoua, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, ainsi qu'aux lieux habituels, et publié au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie (*JONC*).

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie dans un délai de 2 mois qui court à compter de sa publication.

Le Commissaire délégué de la République  
pour la province Nord,



**Michel SALLENAVE**